

ASSEMBLÉE
NATIONALE

Jean-Paul LECOQ

Député de Seine-Maritime

12, rue Michel Gautier

76600 LE HAVRE

Jean-paul.lecoq@assemblee-nationale.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Madame Elisabeth MORENO
Ministre chargée de l'égalité entre les
hommes et les femmes, de la diversité et
de l'égalité des chances
Hôtel du Petit Monaco
55 rue Saint-Dominique
75007 PARIS

Paris, le 9 novembre 2020.

Objet : Numéro d'écoute 3919

Madame la Ministre,

J'ai été alerté par la Fédération nationale Solidarité Femmes (FNSF) de la modification à venir de la ligne d'écoute nationale « Violences femmes information », le numéro 3919.

Gérée depuis 1992 par Solidarité femmes, cette ligne d'écoute a fait très largement ses preuves, et est unanimement reconnue pour l'aide qu'elle apporte à de très nombreuses femmes victimes, notamment de violences intrafamiliales, a fortiori durant les confinements.

Or, il apparaît qu'à l'occasion de l'extension des horaires de ce service, qui passerait à 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, une procédure de marché public pour la gestion de la ligne a été mise en place.

La proposition d'extension des horaires d'ouverture de cette ligne d'écoute a été formulée en plus par la FNSF elle-même. Si cette extension est indispensable, mais elle ne peut qu'être effectuée par la FNSF.

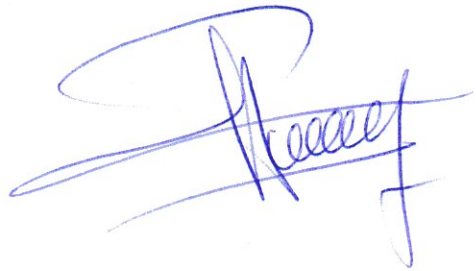
L'inverse reviendrait évidemment à mettre en concurrence Solidarité Femmes avec n'importe quel opérateur. Il est totalement infondé de remettre en question cette formation, ces compétences, ces qualités d'écoute par une privatisation de ce service, privatisation qui mènera vers une obligation de rentabilisation et vers une politique du chiffre qui a toujours détruit la philosophie des services dans lesquels elle a été appliquée.

Il est donc extrêmement surprenant que l'État décide unilatéralement de mettre en concurrence cette fédération, en prenant le risque de mettre en péril tout ce qui a été conçu depuis 1992.

Cette proposition laisse donc les acteurs contre les violences faites aux femmes dans une incompréhension totale, incompréhension que je partage complètement.

Aussi je m'associe à la Fédération Nationale Solidarités Femmes et du réseau d'associations pour vous demander d'étudier plus avant la poursuite et l'extension de l'ouverture de la ligne telle qu'elle est organisée actuellement par cette fédération, et telle qu'elle avait été proposée par cette même fédération, dans le cadre d'une augmentation de sa subvention via un nouveau contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens avec l'État.

En espérant que cette requête sera entendue et que le gouvernement n'ira pas mettre en concurrence et privatiser cette activité ô combien fondamentale, je vous prie, Madame la Ministre, d'agréer l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Jean-Paul Lecoq', with a large, stylized initial 'J' and 'P'.

Jean-Paul LECOQ